Briser le cercle vicieux des dettes privées illégitimes - Des origines au présent

5 000 ans de dette comme arme de dépossession

jeudi 20 avril 2017, par [TOUSSAINT Éric](#) (Date de rédaction antérieure : 19 avril 2017).

Sommaire

- [Dettes privées à travers \(...\)](#)
- [Les annulations générales de](#)
- [Les religions juive, musulmane](#)
- [Le rejet des dettes au cœur](#)
- [La conquête des Amériques et](#)
- [Partie 2 : Brisser les chaînes](#)
- [La dette privée durant l'ère](#)
- [Quelques exemples de dépossess](#)
- [Du truck system du 19^e siècle](#)
- [Dettes hypothécaires illégitim](#)
- [Dettes étudiantes illégitimes](#)
- [La Fabrique de l'homme endetté](#)
- [Soutenir les initiatives \(...\)](#)
- [Partie 3 : Sortir du cercle](#)
- [Le développement du microcrédi](#)
- [Un enjeu stratégique pour le](#)
- [D'autres mécanismes de dettes](#)

L'endettement privé a été utilisé par les classes dominantes, depuis le début de l'Histoire, il y a 5 000 ans, pour asservir, spolier, dominer, déposséder les classes populaires (au sein desquelles, les femmes sont au premier rang des victimes), les classes travailleuses : petits paysans, artisans, pêcheurs, jusqu'aux salariés modernes et aux membres de leur foyer (les étudiants qui s'endettent pour poursuivre des études) [1]. Le processus est simple : le prêteur exige de l'emprunteur que celui-ci ou celle-ci mette en gage ce qu'il possède. Il s'agit, par exemple, de la terre possédée et cultivée par le paysan, ou des outils de travail s'il s'agit d'un artisan. Le remboursement du prêt se fait en nature ou en monnaie. Comme le taux d'intérêt est élevé, pour rembourser le prêt, l'emprunteur est obligé de transférer au prêteur une grande partie du produit de son travail et s'appauvrit. S'il entre en défaut de paiement, le prêteur le dépossède du bien qui a été mis en gage. Dans certaines sociétés, cela peut aboutir à la perte de la liberté du débiteur et/ou de membres de sa famille. C'est l'esclavage pour dette. Aux États-Unis et dans certains pays européens, le défaut de paiement pouvait être sanctionné par la loi par des mutilations physiques jusqu'au début du 19^e siècle. Jusqu'à aujourd'hui, le non-paiement de dettes est passible de peines d'emprisonnement que ce soit en Europe ou ailleurs.

Dettes privées à travers les âges

Depuis 5 000 ans, les dettes privées jouent un rôle central dans les relations sociales. La lutte entre les riches et les pauvres, entre exploités et exploités, a pris très souvent la forme d'un conflit entre créanciers et débiteurs. Avec une régularité remarquable, des insurrections populaires ont commencé de la même manière : par la destruction rituelle des documents concernant la dette (tablettes, papyrus, parchemins, livres de comptes, registres d'impôts...).

La nouvelle crise internationale qui a commencé en 2007 a mis à nu le comportement frauduleux des banques. Suite aux expulsions massives de logements qui ont suivi aux États-Unis, en Espagne et ailleurs, de plus en plus de personnes remettent en question les dettes dans des pays où habituellement l'obligation de rembourser un crédit était incontestée. Ada Colau, élue maire de Barcelone en 2015, a rassemblé autour de sa personne, à partir de 2012, un important soutien populaire en participant activement à la plate-forme contre les expulsions de logements réalisées par les banques à l'encontre des familles incapables de continuer à payer leurs dettes hypothécaires. Quelques années auparavant, il aurait été inimaginable qu'une femme ou un homme soit élu à de hautes fonctions après avoir organisé des occupations illégales de banques pour défendre des familles ayant suspendu le paiement d'une dette. Aux quatre coins de la planète, des mouvements sociaux remettent en cause le paiement des dettes privées illégitimes, qu'elles soient hypothécaires ou étudiantes, qu'elles soient réclamées par de grandes banques privées ou par des agences de microcrédit.

Voici, à grands traits, quelques étapes historiques du « système dette privée » au Proche-Orient, en Europe et dans des parties du monde conquises par des puissances européennes. Il faudrait compléter avec ce qui s'est passé en Asie, en Afrique, dans les Amériques précoloniales, mais le tableau brossé ici est déjà très éloquent.

Les annulations générales de dette se sont échelonnées sur 1 000 ans en Mésopotamie

Lors de mauvaises récoltes, l'impossibilité dans laquelle se trouvaient les paysans de rembourser les dettes contractées auprès de l'État (impôts en nature impayés) ou auprès de hauts fonctionnaires et de dignitaires du régime aboutissait régulièrement à la dépossession de leurs terres et à leur asservissement. Des membres de leur famille étaient également réduits en esclavage pour dette. Afin de répondre au mécontentement populaire, le pouvoir en place annulait périodiquement les dettes privées [2] et restaurait les droits des paysans. Les annulations donnaient lieu à de grandes festivités au cours desquelles on détruisait les tablettes d'argile sur lesquelles les dettes étaient inscrites.

Il y a eu une trentaine d'annulations générales de dettes privées en Mésopotamie entre 2400 et 1400 avant l'ère chrétienne [3]. Un des décrets d'annulation précise que les créanciers officiels et les collecteurs de taxes qui ont expulsé des paysans doivent les indemniser. Si un créancier avait accaparé un bien par la pression, il devait le restituer et/ou le rembourser en entier, faute de quoi il était mis à mort.

Après 1400 avant l'ère chrétienne, on n'a trouvé aucun acte d'annulation de dette en Mésopotamie. Les inégalités s'étaient fortement renforcées et développées. Les terres ont été accaparées par de grands propriétaires privés, l'esclavage pour dette s'est enraciné. Au cours des siècles qui suivirent, on a néanmoins la preuve de luttes sociales violentes entre créanciers et endettés.

À partir du 8^e siècle av. J.-C., on trouve en Égypte des proclamations d'annulation de dettes et de libération des esclaves pour dette. Une des motivations fondamentales des annulations de dette était que le pharaon voulait disposer d'une paysannerie capable de produire suffisamment de nourriture et disponible pour participer à des campagnes militaires. Pour ces deux raisons, il fallait éviter que les paysans soient expulsés de leurs terres par les créanciers.

Dans une autre partie de la région, on constate que les empereurs assyriens du 1^{er} millénaire av. J.-C. ont adopté la tradition d'annulations des dettes. Il en a été de même à Jérusalem, au 5^e siècle av. J.-C.. Pour preuve, en 432 av. J.-C., Néhémie, certainement influencé par l'ancienne tradition mésopotamienne, proclame l'annulation des dettes des Juifs endettés à l'égard de leurs riches compatriotes. C'est à cette époque qu'est achevée la Torah [4]. La tradition des annulations généralisées de dette fait partie de la religion juive et des premiers textes du christianisme via le Deutéronome, qui proclame l'obligation d'annuler les dettes tous les sept ans et le Lévitique qui l'exige à chaque jubilé, soit tous les 50 ans [5].

Durant des siècles, de nombreux commentateurs des textes anciens, à commencer par les autorités religieuses, qui sont du côté des classes dominantes, ont affirmé que ces prescriptions n'avaient qu'une valeur morale ou constituaient des vœux pieux. **Or les recherches historiques des deux derniers siècles démontrent que ces prescriptions correspondent à des pratiques avérées.**

Lorsque les classes privilégiées ont définitivement réussi à imposer leurs intérêts, les annulations n'ont plus eu lieu, mais la tradition d'annulation est restée inscrite dans les textes fondateurs du judaïsme et du christianisme. Des luttes pour l'annulation des dettes privées ont jalonné l'histoire du Proche-Orient et de la Méditerranée jusqu'au milieu du premier millénaire de l'ère chrétienne.

Dans le « Notre père », la prière de Jésus la plus connue, au lieu de la traduction actuelle « Seigneur pardonnez-nous nos offenses (péchés) comme nous pardonnons à ceux qui nous ont offensés », le texte grec originel de Matthieu (ch.6, verset 12) dit : « Seigneur, annulez nos dettes comme nous annulons les dettes de ceux qui nous en doivent ». D'ailleurs, en allemand et en néerlandais, le mot « Schuld » exprime le péché et la dette. *Alleluia*, ce terme qui est signe d'allégresse et est utilisé dans les religions juives et chrétiennes, provient de la langue parlée à Babylone au 2^e millénaire avant l'ère chrétienne et signifiait la libération des esclaves pour dette [6].

Grèce. En Grèce, à partir du 6^e siècle avant l'ère chrétienne, on assiste à des luttes très importantes contre l'esclavage pour dette et pour l'annulation des dettes privées du peuple. Aristote écrit dans *La constitution des Athéniens* : « Les hommes pauvres avec leur femme et leurs enfants devinrent les esclaves des riches. ». Des luttes sociales et politiques se développèrent, qui aboutirent à des dispositions légales interdisant l'esclavage pour dette, il s'agit notamment des réformes de Solon à Athènes. À Mégare, une ville voisine d'Athènes, une faction radicale fut portée au pouvoir. Elle interdit les prêts à intérêt et le fit de manière rétroactive en forçant les créanciers à restituer les intérêts perçus [7].

Dans le même temps, les villes grecques se sont lancées dans une politique d'expansion, fondant des colonies de la Crimée jusqu'à Marseille, notamment avec les enfants des pauvres endettés. L'esclavage s'y développa fortement et d'une manière plus brutale et oppressive que dans les sociétés du Croissant Fertile qui ont précédé.

Rome. De nombreuses luttes politiques et sociales violentes ont été causées par des crises de la dette privée. Selon la loi romaine primitive, le créancier pouvait exécuter les débiteurs insolvables. La fin du 4^e siècle av. J.-C. a été marquée par une forte réaction sociale contre l'endettement. Si l'esclavage pour dettes a été aboli pour les citoyens romains, l'abolition du prêt à intérêt n'a pas été

longtemps appliquée. De fortes crises d'endettement privé se sont produites dans les siècles suivants, tant dans la péninsule italienne que dans le reste de l'empire romain. L'historien Tacite écrivait à propos d'une crise d'endettement qui se produisit en 33 ap. J.-C., sous le règne de Tibère : « Le prêt à intérêt était un mal invétéré dans la cité de Rome, et une cause très fréquente de séditions et de discordes ; aussi le refrénait-on, même dans les temps anciens... » [8].

Féodalité. Au début de la féodalité, une grande partie des producteurs libres a été asservie car les paysans accablés de dettes sont incapables de les rembourser. C'est le cas notamment pendant le règne de Charlemagne à la fin du 8^e et au début du 9^e siècle [9].

_ Les religions juive, musulmane et chrétienne par rapport aux prêts à intérêt

Depuis son origine, la religion musulmane interdit le prêt à intérêt. Le judaïsme l'interdit au sein de la communauté juive, mais a amendé cette position sous la pression des riches et l'a autorisé à partir du premier siècle de l'ère chrétienne [10]. La religion chrétienne l'interdit jusqu'au 15^e siècle. Les autorités protestantes et catholiques finissent par le promouvoir.

En Europe, la problématique des dettes privées reprend une forme exacerbée à la fin du Moyen Âge

La problématique des dettes privées reprend une forme exacerbée à partir des 13^e et 14^e siècles avec la monétarisation des relations. En effet, les corvées et les impôts en nature ont été progressivement remplacés par des sommes d'argent. En conséquence, les paysans, les artisans, etc. doivent s'endetter afin de payer les impôts. N'arrivant pas à rembourser, de plus en plus de paysans, d'artisans ou d'ouvriers sont victimes de saisies, ils sont dépossédés et/ou emprisonnés, et souvent mutilés [11].

En 1339, à Sienne (Italie), le gouvernement municipal de la ville annonce au conseil qu'il est nécessaire d'abolir l'emprisonnement pour dette, faute de quoi il faudrait mettre presque tous les citoyens en prison tant ils sont endettés. Seize ans plus tard, en 1355, le peuple siennois en révolte met le feu à la salle du palais municipal où étaient rassemblés les livres de compte. Il s'agissait de faire disparaître les traces des dettes qu'on leur réclamait et qui, à leurs yeux, étaient odieuses [12].

Autre signe de l'importance du rejet de l'exploitation par la dette, à la fin du 14^e siècle, lorsque les classes laborieuses prirent momentanément le pouvoir à Florence, conduits par les *Ciampi*, les ouvriers journaliers de l'industrie textile, on trouve parmi leurs revendications : supprimer l'amputation d'une main en cas de non-paiement des dettes et déclarer un moratoire sur les dettes non payées [13]. Ils exigeaient également une place dans le gouvernement et que les riches paient plus d'impôts. Des événements similaires se déroulèrent à la même époque, dans les Flandres, en Wallonie, en France, en Angleterre...

_ Le rejet des dettes au cœur des insurrections massives des paysans du monde germanique aux 15^e et 16^e siècles

De 1470 à 1525, une multitude de soulèvements paysans de l'Alsace à l'Autriche, en passant par la majorité des régions d'Allemagne, la Bohême, la Slovaquie, la Hongrie et la Croatie, sont liés en grande partie aux rejets des dettes réclamées aux paysans et aux citoyens des classes dominées. Des

centaines de milliers de paysans prirent les armes, détruisirent des centaines de châteaux, des dizaines de monastères et des couvents. La répression fit plus de 100 000 morts parmi les paysans [14]. Lors d'une des rébellions, en 1493, les paysans soulevés exigèrent notamment la mise en pratique d'une année jubilaire, où toutes les dettes seraient annulées [15]. Thomas Münzer, un des leaders des soulèvements paysans, décapité en 1525 à l'âge de 28 ans, en appelait à l'application intégrale des Évangiles et notamment à l'annulation des dettes. Il s'opposait à Martin Luther qui, après avoir commencé en 1519-1520 par dénoncer l'usure et la vente des indulgences par l'Église catholique, en était venu à défendre à partir de 1524 les prêtres à intérêt et à exiger que les paysans et tous les endettés remboursent leurs dettes. Luther prônait, en opposition aux soulèvements paysans, « un gouvernement temporel sévère et dur qui impose aux méchants (...) de rendre ce qu'ils ont emprunté... Personne ne doit s'imaginer que le monde puisse être gouverné sans que le sang coule ; le glaive temporel ne peut qu'être rouge et sanglant, car le monde veut et doit être mauvais ; et le glaive, c'est la verge de Dieu et sa vengeance contre le monde » [16]. Dans le conflit qui opposaient les paysans et d'autres composantes du peuple (notamment la plèbe urbaine ainsi que les secteurs les plus paupérisés, vagabonds, mendiants...) aux classes dominantes locales, Martin Luther avait choisi son camp et proclamait que les lois de l'Ancien Testament comme l'année jubilaire n'étaient plus d'application. Selon Luther, l'Évangile décrit seulement le comportement idéal. Selon lui, dans la vie réelle, une dette doit toujours être remboursée.

Dans un texte anonyme qui a circulé en Allemagne à partir de 1521, on pouvait lire ce dialogue entre un paysan et un notable qui décrit bien l'utilisation de l'endettement pour déposséder le travailleur de son outil ou de sa terre :

Paysan : *Qu'est-ce qui m'amène ? Eh bien, je voudrais savoir à quoi vous passez votre temps.*

Notable : *Comment devrais-je le passer ? Je suis là, assis à compter mon argent, ne vois-tu pas ?*

Paysan : *Dites-moi, Monsieur, qui vous a donné tant d'argent que vous passez votre temps à compter ?*

Notable : *Tu veux savoir qui m'a donné cet argent ? Je vais te le dire. Un paysan vient frapper à ma porte pour me demander de lui prêter 10 ou 20 guldens. Je m'enquiers de savoir s'il possède un lopin de bonne terre. Il dit : « Oui, Monsieur, j'ai une bonne prairie et un champ excellent qui à eux deux valent une centaine de guldens ». Je réponds : « Parfait ! Mets en gage ta prairie et ton champ, et si tu t'engages à payer un gulden par an d'intérêt, tu peux avoir ton prêt de 20 guldens ». Content d'entendre de telles bonnes nouvelles, le paysan réplique : « Je vous donne bien volontiers ma parole ». « Mais je dois te prévenir », j'ajoute alors, « que si tu venais à ne pas honorer ton paiement à temps, je prendrais possession de ta terre et en ferais ma propriété. » Et cela n'inquiète pas le paysan, il engage sa pâture et son champ envers moi. Je lui prête l'argent et il paie les intérêts ponctuellement pendant un an ou deux ; puis survient une mauvaise récolte et il est bientôt en retard de paiement. Je confisque sa terre, je l'expulse et son champ et sa prairie sont à moi. Et je fais cela non seulement avec les paysans mais avec les artisans. [17]*

Voici, résumés en mots très simples, le processus de dépossession auquel les paysans et les artisans d'Allemagne et d'ailleurs ont tenté de s'opposer.

La conquête des Amériques et l'imposition de l'asservissement pour dette via le pénéage

Lors de la conquête des Amériques, l'imposition de la domination européenne est allée de pair avec l'asservissement pour dette des populations natives [18]. La forme utilisée : le pénéage. Le dictionnaire Littré définissait au 19^e siècle le pénéage de la manière suivante : « Se dit, au Mexique, d'une sorte d'esclavage imposé aux indigènes, et qui résulte de ce que les propriétaires peuvent les

retenir et les obliger à travailler gratuitement pour l'acquit de dettes que ces travailleurs ont contractées sur les propriétés. » Le péonage est le système par lequel les péons sont attachés à la propriété terrienne par différents moyens, dont la dette héréditaire. Le péonage n'a été aboli au Mexique que dans les années 1910 pendant la révolution.

Partie 2 : Briser les chaînes des dettes privées illégitimes

En Europe, du 16^e au 18^e siècle, l'endettement privé des classes populaires et la répression du non-paiement de dettes ont contribué à constituer une masse de prolétaires : peine d'emprisonnement, mutilation, création de bagnes contribuèrent à obliger les populations paupérisées à accepter du travail dans les manufactures. Cela fait partie intégrante des sources de l'accumulation primitive ayant permis au capitalisme de s'imposer comme mode de production dominant d'abord en Europe puis dans le reste du monde [19].

La dette privée durant l'ère capitaliste

Une partie importante de la masse des prolétaires qui rejoignaient les villes où des manufactures commençaient à se développer était constitué de populations rurales surendettées qui avaient été dépossédées de leurs terres par les créanciers.

Le non-paiement des dettes a été violemment réprimé jusqu'au milieu du 19^e siècle dans les pays qui ont été au centre de l'essor du système capitaliste industriel : l'Europe occidentale et l'Amérique du Nord.

De lourdes peines de prison sanctionnaient les pauvres coupables du non-paiement des dettes. La peine capitale était couramment appliquée en Angleterre jusqu'au 18^e siècle. Aux États-Unis, dans l'État de Pennsylvanie, à la fin du 18^e siècle, les mauvais payeurs pouvaient être condamnés au fouet, être mis au pilori avec une oreille clouée à celui-ci, avant d'être coupée. Ils risquaient également d'être marqués au fer rouge. En France, des peines de prison étaient systématiquement appliquées. Bien sûr, s'y ajoutait l'expulsion du logement, la saisie de tous les biens.

Quelques exemples de dépossession et de résistance au 18 et au 19^e siècle

Aux États-Unis, peu de temps après l'indépendance, des mouvements de protestation furent organisés par des paysans dont les terres et les biens étaient saisis pour non-paiement des impôts et taxes. Ce paiement était exigé en monnaie, alors que beaucoup de paysans n'en avaient pas ou très peu, vivant de troc et de paiement en nature. De nombreux paysans avaient servi dans les armées révolutionnaires mais n'avaient jamais reçu l'entièreté de leur solde. Dans le Massachusetts, en 1782 à Groton, et encore en 1783 à Uxbridge, des citoyens s'organisèrent et s'attaquèrent aux autorités, exigeant le retour des biens confisqués. Au début de la Rébellion de Shays, en 1786, les foules empêchèrent les tribunaux de siéger à Northampton et à Worcester après que le gouverneur Bowdoin ait renforcé les actions en justice destinées à recouvrer les dettes et que la législature ait imposé une taxe supplémentaire destinée à financer le paiement de la part du Massachusetts dans la dette étrangère des États-Unis. Daniel Shays, dont le mouvement porte le nom, était un ancien combattant non-payé. Il s'était retrouvé devant un tribunal pour non-paiement d'impôts.

À partir de 1798, s'organisa un mouvement d'autodéfense des endettés qui exigea l'adoption d'une législation les protégeant contre l'arbitraire des créanciers et de la justice. Une loi fédérale fût

adoptée en 1800 mais elle se limitait à protéger les banquiers et les commerçants en suspension de paiement. Par ailleurs les différents États continuèrent à avoir recours à leurs propres lois, qui le plus souvent favorisaient les créanciers.

Scott Standage [20] cite un livre de 1828, *The Patriot ; or, People's Companion* qui plaidait pour l'abolition de l'emprisonnement des endettés, estimant que la dette constituait une forme « d'esclavage civil » au même titre que l'esclavage des Noirs - les endettés, pas plus que les esclaves, ne bénéficiant d'aucune protection dans la Constitution.

Chercher à échapper aux créanciers constituait une des causes du courant migratoire de l'Est des États-Unis vers l'Ouest, le *Far West*. Une partie majoritaire des Européens qui ont participé à la colonisation du Nouveau Monde aux 17^e et 18^e siècles s'étaient endettés pour payer leur voyage et se trouvaient dans un rapport de servitude par rapport à leurs créanciers. Durant de longues années, ils étaient tenus de rembourser la dette initiale et étaient menacés de prison ou de mutilation en cas de non-paiement. On estime qu'entre la moitié et les deux tiers des Européens qui se sont installés dans les 13 colonies britanniques d'Amérique du Nord entre 1630 et 1776 sont venus dans de telles conditions de servitude pour dettes [21]. Ce type de servitude pour dette n'a été aboli aux États-Unis qu'en 1917.

Le même type de contrat d'endettement afin de financer la colonisation a été appliqué dans l'ensemble de l'empire britannique. Des millions de pauvres ont quitté l'Inde dans ces conditions pour s'installer soit dans les îles Caraïbes britanniques, soit à l'Île Maurice, soit en Afrique du Sud, soit dans d'autres parties de l'Empire. Rien que sur l'Île Maurice, entre 1834 et 1917, près d'un million et demi d'Indiens se sont installés en ayant été contraints par la misère d'accepter des contrats de servitude pour dette [22].

En 1875, en Inde, dans la vaste région appelée le Deccan, des émeutes éclatèrent au cours desquelles des paysans endettés se sont soulevés pour détruire systématiquement les livres de comptes des usuriers et ainsi répudier leurs dettes [23]. La révolte a duré deux mois et a concerné une trentaine de villages couvrant 6 500 km². Une commission d'enquête parlementaire fut mise en place à Londres et en 1879 fut adoptée une loi intitulée en anglais « Dekkhan Agriculturists' Relief Act » [24] qui offrait une certaine protection aux paysans endettés.

En 1880, une crise de la dette a frappé les petits et moyens paysans aux États-Unis. Cela s'est produit à nouveau à une échelle massive dans les années 1930 comme l'écrivain John Steinbeck le décrit dans son célèbre roman *Les Raisins de la colère* (titre original en anglais : *The Grapes of Wrath*) publié en 1939. Ces crises successives ont entraîné la dépossession de millions de paysans endettés des États-Unis en faveur des grandes entreprises privées de l'agrobusiness.

– Du truck system du 19^e siècle au crédit à la consommation au 20^e siècle

Au 19^e siècle, lors de la généralisation de la révolution industrielle et de l'expansion du capitalisme, les patrons ont mis en place le *truck system* qui permettait d'endetter de manière permanente les salariés. Les travailleurs, dans l'attente du paiement du salaire, devaient acheter au magasin du patron tous les biens élémentaires dont ils avaient besoin pour vivre : aliments, moyens de chauffage, d'éclairage, vêtements... Ils étaient obligés d'acheter à des prix exorbitants et au moment de la paie, après décompte de leurs achats, très souvent ils devaient reconnaître une dette car leurs dépenses avaient dépassé leur salaire. Pour en venir à bout, les ouvriers ont dû mener de durs combats. C'est aussi une des raisons qui ont amené les ouvriers à se doter de coopératives pour produire des aliments (boulangerie...) ou pour vendre à des prix abordables les produits de première

nécessité. Le *truck system* a finalement été interdit.

Après la seconde guerre mondiale, les années 1950-60 sont marquées, dans les pays les plus industrialisés (c'est vrai également dans plusieurs pays du Sud comme l'Argentine, par exemple), par une période de forte croissance économique (les « Trente glorieuses ») qui permet aux travailleurs d'obtenir par la lutte des avancées sociales importantes : nette augmentation du pouvoir d'achat, consolidation du système de sécurité sociale, amélioration des services publics en particulier dans l'éducation et la santé... L'État procède aussi à bon nombre de nationalisations, ce qui renforce son pouvoir d'intervention économique. Les populations profitent davantage de la richesse créée à l'échelle nationale et la part des salaires dans le revenu national augmente.

À partir de l'offensive néolibérale initiée au Chili en 1973 avec le dictateur Pinochet et en Argentine en 1976 avec la dictature de Videla (dictatures qui ont bénéficié du soutien actif de Washington) et développée ensuite par Thatcher et Reagan au cours des années 1980, les salaires réels ont été comprimés. Dans les pays les plus industrialisés, la consommation de masse a poursuivi sa progression au prix d'un endettement de plus en plus important de la population [25]. Les gouvernants, les banques et les grandes sociétés privées de l'industrie et du commerce ont favorisé le recours de plus en plus massif à l'endettement des ménages.

L'emprisonnement pour dettes relatives à des amendes non payées à l'État n'a pas disparu partout

Aussi étonnant que cela puisse paraître, le non-paiement de dettes privées, et plus précisément de dettes privées ou d'amendes à l'égard de l'État, est jusqu'à aujourd'hui toujours passible d'emprisonnement dans plusieurs pays européens bien que plusieurs conventions internationales l'interdisent [26]. En France, l'emprisonnement pour dette a été aboli à deux brèves reprises, en 1793 et en 1848. Il fut supprimé définitivement en matière civile et commerciale par la loi du 22 juillet 1867. Le Code de procédure pénale l'a supprimé en 1958 en matière criminelle quant aux dommages-intérêts accordés à la partie civile. Aujourd'hui, l'emprisonnement pour dette ne s'applique plus qu'aux condamnations à une peine d'amende, aux frais de justice et aux paiements au profit du Trésor, et encore, à condition qu'il s'agisse bien d'une infraction de droit commun et n'emportant pas peine perpétuelle. Donc en France, la contrainte judiciaire consiste à incarcérer ou maintenir en détention une personne solvable pour défaut de paiement de certaines amendes, auxquelles elle a été condamnée par le Trésor public ou l'administration des douanes [27].

En Belgique, l'emprisonnement (appelé emprisonnement subsidiaire) pour non-paiement des amendes à l'égard de l'État est toujours possible même si depuis une vingtaine d'années les ministres de la justice qui se sont succédés ont recommandé de ne pas l'appliquer. Dans une réponse du ministre de la justice belge à une question parlementaire posée par un député d'extrême-droite (Vlaams Belang) à une époque où ce parti atteignait plus de 20 % des voix, on apprend de la bouche du ministre que « L'article 40 précise « À défaut de paiement dans le délai de deux mois à dater de l'arrêt ou du jugement s'il est contradictoire, ou de sa signification, s'il est par défaut, l'amende pourra être remplacée par un emprisonnement dont la durée sera fixée dans le jugement ou l'arrêt de condamnation, et qui n'excédera pas six mois pour les condamnés à raison de crime, trois mois à raison de délit et trois jours pour les condamnés à raison de contravention ». « S'il n'a été prononcé qu'une amende, l'emprisonnement à subir, à défaut de paiement est assimilé à l'emprisonnement correctionnel ou de police selon le caractère de la condamnation. » L'article 41 précise : « Dans tous les cas, le condamné peut se libérer de cet emprisonnement en payant l'amende ; il ne peut se soustraire aux poursuites sur ses biens en offrant de subir l'emprisonnement. » [28] En pratique, un juge en Belgique peut émettre une sentence prévoyant un emprisonnement subsidiaire (cela ne se passe qu'en matière pénale). Dans ce cas, le juge prévoit l'amende et indique que si la personne le souhaite ou n'a pas les moyens, elle devra effectuer une peine de prison. Évidemment, il est clair que le riche choisira de payer l'amende et évitera la prison, tandis qu'une personne qui a de faibles revenus et pas de patrimoine ou très peu devra aller en prison. Cela s'appelle de la justice de classe.

Le ministre précise : « En 2000, en matière correctionnelle sur 22 632 condamnations à une amende, les parquets ont ouvert 3 745 dossiers concernant l'exécution des peines d'emprisonnement subsidiaire. En 2001, sur 21 375 condamnations à une amende seuls 1 745 dossiers d'exécution de peines de prison subsidiaires ont été ouverts dans les parquets. » Même si en pratique des peines d'emprisonnement ne sont plus appliquées ou très rarement, le fait que certains pays ont maintenu cette possibilité ne peut qu'inquiéter. En effet dans l'éventualité d'une accession de l'extrême-droite au gouvernement et du renforcement permanent de méthodes répressives, il est possible que des peines d'emprisonnement pour dette soient prononcées à l'encontre de boucs émissaires des classes populaires. Il ne manque pas de magistrats réactionnaires dans l'appareil de la justice pour prendre des initiatives qui renforceraient le caractère de classe de l'application de la loi.

Dettes hypothécaires illégitimes et expulsion de logement

Lorsque la bulle immobilière a éclaté au Japon (années 1990), aux États-Unis (2006-2007), en Irlande et en Islande (2008), en Espagne (2009), des dizaines de millions de ménages des classes populaires ont été acculés à la cessation de paiement et ont commencé à être victimes d'expulsions massives [29]. Dans un contexte de baisse du salaire réel, de chômage massif et de conditions de prêts abusives, les effets de ces dettes sont catastrophiques pour une partie croissante des secteurs populaires. Aux États-Unis, depuis 2006, quatorze millions de familles ont été dépossédées de leurs logements par les banques [30]. En Espagne, il s'agit de plus de 300 000 familles. Nous sommes confrontés une nouvelle fois dans l'histoire des pays du Nord à un phénomène massif de dépossession brutale. Aux États-Unis, la justice a dénombré pas moins de 500 000 cas de contrats immobiliers abusifs et frauduleux, le chiffre réel est bien plus élevé. En Espagne, la législation qui est utilisée par les banquiers pour expulser les familles de leurs logements date de l'époque du dictateur Franco. En Grèce, dans le cadre du troisième mémorandum accepté par le gouvernement Tsipras en 2015, les banques commencent à avoir les mains libres pour expulser les familles incapables de payer leurs dettes hypothécaires [31]. Aux États-Unis, en Espagne, en Irlande, en Islande, en Grèce..., un nouveau type de mouvement et de mobilisations est né afin de résister à cette politique d'expulsion/dépossession.

Dettes étudiantes illégitimes

Dans les pays anglo-saxons les plus industrialisés ainsi qu'au Japon, les politiques néolibérales appliquées dans le système d'éducation ont augmenté de manière dramatique le coût des études supérieures et ont restreint très fortement l'accès aux bourses d'étude. Le même phénomène est à l'œuvre à l'échelle planétaire.

Cela a obligé des dizaines de millions de jeunes des classes populaires à s'endetter dans des proportions dramatiques afin de pouvoir réaliser des études supérieures. Aux États-Unis, la dette étudiante dépasse 1 000 milliards de dollars (c'est plus du double de la dette externe totale -privée et publique- de l'Afrique subsaharienne en 2015 [32]). Un seuil symbolique qui exprime la gravité de la situation. Deux étudiants sur trois sont endettés et doivent en moyenne 27 000 dollars. En 2008, 80 % des étudiants qui terminaient un master en droit cumulaient une dette de 77 000 dollars s'ils avaient fréquenté une université privée et de 50 000 dollars s'il s'agissait d'un établissement public. L'endettement moyen des étudiants qui ont accompli une année de spécialisation de médecine atteignait 140 000 dollars. Une étudiante qui a réussi son master en droit déclarait à un quotidien italien : « Je pense que je n'arriverai pas à rembourser les dettes que j'ai contractées pour payer mes études, certains jours je pense que lorsque je mourrai, j'aurai encore les mensualités de la dette pour l'université à payer. Aujourd'hui j'ai un plan de remboursement étalé sur 27 ans et demi, mais il est trop ambitieux car le taux est variable et je parviens à grande peine à payer (...). La chose qui me préoccupe le plus est que je suis incapable d'épargner, et ma dette est toujours là et me hante » [33].

Au Japon, un étudiant sur deux est endetté. L'endettement moyen des étudiants atteint l'équivalent de 30 000 dollars. Au Canada, la tendance est la même [34]. Aller à l'université coûte de plus en plus cher alors que sur le marché du travail sinistré et saturé, il est de plus en plus difficile de trouver un emploi avec un salaire décent. Après leurs études, les jeunes endettés et leurs familles éprouvent de plus en plus de difficultés à rembourser les dettes. Pour la rembourser, ils sont souvent amenés à accepter des emplois très précaires et des conditions de travail dégradantes. Les banques font des profits juteux grâce à la dette étudiante. Comme sur la thématique des dettes hypothécaires illégitimes, de nouvelles formes de luttes et de nouveaux mouvements sont en train de naître pour

combattre contre les dettes étudiantes illégitimes. C'est notamment le cas aux États-Unis avec le mouvement *Strike Debt* ! On assiste à des tentatives de fédérer les différentes résistances sur le front de la dette : dettes étudiantes, dettes hypothécaires, dettes de consommation, dettes liées aux impôts, sans oublier la dette publique [35].

Le surendettement affecte et dégrade les conditions de vie d'un secteur grandissant des couches populaires dans tous les pays les plus industrialisés. En Belgique, le nombre de personnes en règlement collectif de dettes a plus que doublé entre 2007 et 2017.

Les femmes chefs de famille monoparentale sont partout durement touchées par le surendettement. Les souffrances liées aux humiliations auxquelles les personnes surendettées sont soumises grandissent. Les intrusions auxquelles se livrent les autorités dans la vie privée et au domicile des surendettés se multiplient et s'aggravent. Vu la précarisation du travail, le paiement de salaires de misère pour un temps partiel ou même pour un temps complet, de plus en plus de salariés et de salariées sont victimes du système dette.

La Fabrique de l'homme endetté

Au cours des dernières décennies, la politique de destruction des conquêtes sociales menées par les gouvernements successifs et la classe capitaliste vise notamment à s'attaquer aux contrats de travail stable et négocié collectivement. Les droits élémentaires des travailleurs et des allocataires sociaux sont présentés comme des privilèges et des obstacles à la compétitivité et à la flexibilité. Une campagne en faveur de l'auto-emploi est menée systématiquement en faisant miroiter la perspective de la liberté. De plus en plus de personnes sont poussées à s'endetter afin de s'auto-employer, de créer leur micro entreprise, de faire d'eux-mêmes une entreprise, d'exploiter eux-mêmes « leur capital humain ». Comme le dit Maurizio Lazzarato dans son livre *La Fabrique de l'homme endetté*, « Dans l'économie de la dette, devenir capital humain ou entrepreneur de soi, signifie assumer les coûts et les risques d'une entreprise flexible et financiarisée, coûts et risques qui ne sont pas seulement, loin s'en faut, ceux de l'innovation, mais aussi et surtout ceux de la précarité, de la pauvreté, du chômage, des services de santé défaillants, de la pénurie de logements, etc. » [36]. Grandit le nombre de personnes qui ayant tenté l'expérience de l'auto-emploi échouent dans le surendettement et perdent le peu qu'ils possédaient. Plus loin, Lazzarato écrit « Le processus stratégique du programme néolibéral en ce qui concerne l'État-providence consiste en une progressive transformation de « droits sociaux » en « dettes sociales » que les politiques néolibérales tendent à leur tour à transformer en dettes privées, parallèlement à la transformation des « ayants droit » en « débiteurs » auprès des caisses d'assurance chômage (pour les chômeurs) et auprès de l'État (pour les bénéficiaires des minima sociaux) » [37]. Alors que les politiques menées par les gouvernements néolibéraux mènent à l'appauvrissement des salariés (blocage ou réduction des salaires, précarisation,...) et des autres détenteurs de droits sociaux (blocage ou réduction des retraites, réduction ou suppression des aides sociales, dégradation ou disparition de certains services publics, diminution ou suppression des allocations de chômage, réduction ou suppression des bourses d'études, etc.), « la finance prétend les enrichir par le crédit et l'actionnariat. Pas d'augmentation de salaire direct ou indirect (retraites), mais crédit à la consommation et incitation à la rente boursière (fonds de pension, assurance privée) ; pas de droit au logement, mais crédits immobiliers ; pas de droits à la scolarisation, mais prêts pour payer les études ; pas de mutualisation contre les risques (chômage, santé, retraite, etc.) mais investissement dans les assurances individuelles. » [38]

Parmi les réfugiés qui atteignent l'Europe en franchissant les pires obstacles, nombreux sont ceux qui se sont endettés pour pouvoir entreprendre le grand voyage vers une terre d'asile. Ils sont

poussés à accepter les pires conditions de travail afin de rembourser leurs dettes sachant qu'une partie de leur famille qui est restée au pays est elle-même sous la pression des créanciers. Parmi les femmes immigrées qui sont amenées à devoir se prostituer nombreuses le font pour rembourser une dette illégitime.

Depuis la crise qui a éclaté dans les pays les plus industrialisés en 2007, on assiste donc à un nouveau durcissement du « système dette » dans sa facette dette privée : dettes hypothécaires abusives, dettes étudiantes illégitimes, dettes de consommation aliénantes et appauvrissantes. Cela va de pair avec l'action des gouvernements qui utilisent l'augmentation de la dette publique qu'ils ont favorisée pour renforcer l'offensive contre les conquêtes sociales du 20^e siècle.

Soutenir les initiatives qui prennent à bras le corps la lutte contre les dettes privées illégitimes

Comment veut-on que des gens humiliés car surendettés, abusés par les banques, jetés en dehors de leur logement et qui, malgré cela, sont encore redevables d'une partie de la dette, puissent se mobiliser tous ensemble pour qu'on arrête de payer la dette publique de l'État ou pour des actions collectives sur les droits des travailleurs ? S'ils ont été défaits dans leur lutte personnelle parce qu'il n'y avait pas un mouvement de résistance suffisamment fort pour empêcher les expulsions de logement, pour sortir d'autres formes de surendettement, ils risquent de ne pas trouver la force de continuer à se battre, ils risquent de considérer que la question de la dette publique illégitime ne les concerne pas, de même en ce qui concerne les combats collectifs pour les droits sociaux. Il faut soutenir les initiatives qui prennent à bras le corps la lutte contre les dettes privées illégitimes.

Partie 3 : Sortir du cercle vicieux de la dette privée illégitime au Sud de la planète

En Asie, en Afrique et en Amérique latine et Caraïbe, le « système dette » se durcit comme dans les pays les plus industrialisés.

Plusieurs changements fondamentaux sont intervenus au cours des 40 dernières années, principalement depuis l'éclatement de la crise de la dette du Tiers-monde au début des années 1980.

Les politiques austéritaires d'ajustement structurel favorisent le recours à l'endettement privé

Des politiques d'ajustement structurel se sont généralisées en prenant comme prétexte la crise de la dette publique. Cette crise a été provoquée par l'effet combiné de la chute des prix des produits exportés par le Tiers-monde sur le marché mondial à partir de 1981-1982 et par l'augmentation des taux d'intérêts imposée par la Réserve fédérale des États-Unis à partir de 1979-1980 [39].

L'application des politiques d'austérité et d'ajustement structurel ont dominé la fin du 20^e siècle dans la plupart des pays, en particulier dans les pays dits « en développement » et dans les pays de l'ex-bloc de l'Est.

Ces politiques d'ajustement structurel ont été dictées par les institutions internationales alors que les gouvernements de droite ne demandaient pas mieux que de s'appuyer sur ces injonctions pour appliquer une série de contre-réformes qui toutes servaient les intérêts des grandes entreprises privées, des grandes puissances et des classes dominantes locales [40]. Ces politiques ont dégradé les conditions de vie d'une partie importante de la population, notamment dans les zones agricoles

mais aussi en milieu urbain. Quelles mesures en particulier ont provoqué un plus grand besoin de la population à recourir à la dette privée pour tenter de survivre ? On peut énumérer les mesures suivantes :

- **la fin des subventions** à une série de produits de consommation de base (aliments, combustibles de chauffage...) et de services (électricité, eau, transport), ce qui a augmenté le coût de la vie ;
- **la politique de recouvrement des frais** dans les secteurs de l'éducation et de la santé, ce qui a poussé les classes populaires à s'endetter pour payer les frais de scolarité et de santé ;
- **la suppression ou privatisation des banques publiques**, notamment celles en charge du crédit aux paysans, ce qui les a poussés dans les bras des usuriers et/ou des organismes de microcrédit ;
- **la suppression des sociétés publiques** qui achetaient aux agriculteurs des produits agricoles de base à des prix garantis fixés à l'avance ; cette suppression a eu des effets dramatiques lors de la chute des cours des produits agricoles sur le marché local ou mondial et a poussé à l'endettement ;
- **la fin des stockages de céréales** à charge des autorités publiques, qui permettait autrefois d'assurer la sécurité alimentaire en cas de mauvaises récoltes et d'autres événements négatifs. La fin des stockages a favorisé des augmentations subites et spéculatives des prix des aliments, et poussé les familles à s'endetter pour acheter des aliments à tout prix ;
- **l'ouverture du marché interne** à la concurrence des importations et des investissements étrangers, qui a entraîné la faillite de multiples entreprises locales et la misère de petits producteurs (agriculteurs, artisans...) ;
- **la promotion accentuée de la révolution verte** et du recours aux intrants chimiques (pesticides, fertilisants...) ou aux semences génétiquement modifiées (OGM), ce qui conduit les paysans à emprunter pour se procurer sur le marché les semences, les pesticides, les herbicides, les fertilisants avec l'espoir de pouvoir rembourser une fois réalisées la récolte et la vente sur le marché ;
- **la privatisation des terres** (voir les contre-réformes au Mexique en 1993, en Égypte à la même époque et dans de nombreux pays) ;
- **l'accaparement des terres** par des sociétés étrangères ;
- **la réduction de l'emploi** dans la fonction publique ;
- **le blocage ou la baisse des salaires** ;
- **la généralisation de la TVA** et des impôts indirects ;
- **la réduction des retraites** là où elles existaient.

La conjonction de ces contre-réformes et de ces mesures a augmenté le recours à l'endettement dans les couches populaires tant pour la consommation courante que pour de mini-investissements dans le secteur informel urbain et parmi les petits et moyens agriculteurs.

Le développement du microcrédit à partir des années 1980-1990

À partir des années 1980 se développent des initiatives de microcrédit. Depuis le début, des gouvernements et de grandes institutions internationales comme la Banque mondiale ont soutenu la promotion du microcrédit. C'est le cas en Colombie, comme le décrit Daniel Munevar, dans une étude inédite [41]. Dans ce pays, avec l'appui de fondations privées, de la Banque interaméricaine de développement (BID), du gouvernement des États-Unis, la microfinance s'est développée au début des années 1980. Un plan de développement du microcrédit aux petites entreprises du secteur informel a été adopté par le gouvernement colombien dès 1984. Des expériences similaires se sont développées en Bolivie, au Pérou, au Mexique. L'institution de microcrédit la plus connue au niveau

mondial est incontestablement la *Grameen Bank* fondée à la fin des années 1970 par Muhammad Yunus au Bangladesh. La Banque mondiale a fait systématiquement la promotion de la microfinance. L'Organisation des Nations unies s'y est ralliée et a proclamé l'année 2005 « année internationale du microcrédit ». En 2006, le Nobel de la paix a été attribué à Muhammad Yunus et à la *Grameen Bank*. Cette année-là, les chefs d'États et de gouvernements, au premier rang desquels Jacques Chirac, José Zapatero, George W. Bush, Luis Inacio Lula, sans oublier Bill Clinton et Bill Gates ont chanté les louanges du microcrédit.

L'enjeu est de taille

Avec un important appui institutionnel des gouvernements [42] et de plusieurs organismes internationaux, les institutions de microcrédit se sont progressivement multipliées dans les pays en développement. À l'échelle de la planète, environ 2 milliards d'adultes n'ont pas de compte bancaire. Cela ouvre une perspective de développement extraordinaire aux entreprises de microcrédit. En 2014, leur nombre atteignait 1 045 avec 112 millions de clients, dont 81 % de femmes, et un portefeuille de crédit de 87 milliards de dollars. Parmi eux, 57 % des emprunteurs/teuses vivent en zone rurale. Ces données qui se rapportent à 2014 sont tirées d'un rapport intitulé [Baromètre 2016 de la microfinance](#). Le document est édité en français par un "consortium" réunissant les trois principales banques françaises (*BNP Paribas, Crédit Agricole, Société Générale*), la Fondation *Grameen - Crédit Agricole, Renault, Véolia* (première transnationale mondiale pour les services : eau, déchets, énergie), *Master Card, Engie* (GDF Suez), *Danone* (agroalimentaire), *KPMG* (une des quatre principales firmes d'audit au niveau mondial), *Vinci* (infrastructures de transport et gestion - autoroutes, aéroports -, énergie, BTP), la Mairie de Paris, le gouvernement princier de la principauté de Monaco, le ministère français des Affaires étrangères et du développement international... L'écrasante majorité des crédits octroyés se situent entre 100 et 1000 dollars.

La plupart des grandes banques privées internationales ont créé une branche microcrédit chargée de débusquer les occasions de s'introduire dans le secteur, généralement en développant des partenariats avec des agences de microcrédit déjà existantes.

Certes, les montants prêtés sont faibles mais, comme mentionné plus haut, 2 milliards d'adultes n'ont pas de compte bancaire et sont des clients potentiels du microcrédit. Deux autres facteurs très importants sont à prendre en compte. Primo, les taux d'intérêts réels pratiqués dans le secteur de la microfinance (en ajoutant au taux officiel, les commissions diverses exigées des emprunteurs) oscillent entre 25 % et 50 %. Deuzio, selon les agences de microcrédit, le taux de recouvrement est supérieur à 90 % car les pauvres sont enclins à faire l'impossible pour rembourser leurs crédits.

_ Un enjeu stratégique pour le capitalisme

Le système capitaliste fonctionne en cherchant en permanence à pénétrer et dominer des sphères, des espaces qu'il ne domine pas entièrement. A la fin du 20^e siècle, il a remporté une énorme victoire avec la restauration des relations capitalistes dans des sociétés comme l'URSS, les autres pays européens membres de son bloc, ainsi que la Chine et le Vietnam. Il aborde la crise environnementale comme une occasion de développer le marché des permis de polluer et de développer un capitalisme vert [43]. A partir des années 1960, avec le développement de la révolution verte, il a réussi à enchaîner aux relations capitalistes des centaines de millions de paysans en les rendant dépendants des semences qu'il avait brevetées, des pesticides, des herbicides, des fertilisants qu'il brevetait et produisait. A partir des années 1990, s'est développée

une nouvelle vague de dépossession avec une politique d'accaparement de terres à grande échelle au niveau international [44].

Depuis les années 1980, avec le développement du microcrédit, le capitalisme vise progressivement à faire rentrer les 2 milliards d'adultes qui n'ont pas de compte en banque dans le circuit financier qu'il domine. Ces 2 milliards d'adultes, en majorité des femmes, sont déjà insérés dans les relations monétaires de manière plus ou moins profonde, mais une partie de ce qui est réalisé comme travail et une partie de ce qui est produit l'est encore pour la sphère domestique ou communautaire non monétaire (production alimentaire d'autosubsistance, travail au foyer). C'est un enjeu stratégique pour les capitalistes de réussir à les faire rentrer de manière systématique dans le système capitaliste via l'endettement formalisé à travers des relations contractuelles d'emprunt. Il s'agit par exemple de mettre un terme au système traditionnel de mutualisation de l'épargne entre femmes là où il existe encore, mettre fin par exemple aux tontines d'Afrique subsaharienne par lesquelles les femmes mettent en commun leur épargne et se prêtent à tour de rôle des sommes nécessaires pour certaines dépenses extraordinaires ou pour des projets/investissements. Faire rentrer par l'endettement la partie de l'humanité qui jusqu'ici n'était pas encore pleinement insérée dans les relations formelles (contractuelles) capitalistes constitue réellement un enjeu stratégique.

C'est pourquoi se développe sur ce terrain l'activité des gouvernements, des organismes internationaux comme la Banque mondiale et toutes les banques multilatérales opérant dans les pays du Sud (Banque africaine de développement, Banque asiatique de développement, Banque interaméricaine de développement, Banque européenne d'investissement, etc.), des grandes entreprises financières (presque toutes les grandes banques privées, des fonds d'investissement), des grandes sociétés commerciales (les grandes chaînes de distribution), des sociétés de communication (principalement celles des téléphones mobiles).

À côté du microcrédit proprement dit sur lequel ce texte attire l'attention, il faut ajouter le développement du crédit à la consommation par les chaînes de distribution commerciale dans un grand nombre de pays émergents. Il faut souligner également le développement de l'utilisation des téléphones mobiles pour effectuer des paiements et des transferts d'argent, notamment pour des personnes qui n'ont pas de compte bancaire [45]. Ce développement des paiements par téléphone mobile mériterait une étude spécifique.

La fable du microcrédit

La question principale pour Muhammad Yunus est : « *comment autoriser la moitié la plus fragile de la population du globe à rejoindre le courant principal de l'économie mondiale et à acquérir la capacité de participer aux libres marchés ?* » [46]. Yunus part du postulat que l'économie mondiale fonctionne bien via le libre-marché : le seul problème des pauvres, c'est d'avoir le pied à l'étrier. Accéder à un premier prêt leur ouvrira la voie. Les banques considèrent que les pauvres ne sont pas solvables ? Elles refusent de leur accorder des prêts ? Yunus va tester le prêt aux pauvres. Avec ses équipes, il réalise un véritable forcing à ce sujet : « *Quand un emprunteur tente d'esquiver une offre de prêt en prétextant qu'il n'a pas d'expérience des affaires et ne veut pas prendre cet argent, nous cherchons à le convaincre qu'il peut avoir une idée d'activité économique à créer* » (p. 40) Endettez-vous d'abord, on verra après ce que vous arriverez à faire... Pour Yunus, « *le social-business est la pièce manquante du système capitaliste. Son introduction peut permettre de sauver le système* » (p. 171). Le tout est de savoir s'il faut sauver un système mortifère.

De nombreuses études empiriques consacrées au microcrédit et de nombreux auteurs montrent que celui-ci ne permet pas réellement aux clients de sortir structurellement de la pauvreté [47]. Le microcrédit plonge une grande partie des usagers dans l'endettement, voire le surendettement. Il ne

permet pas le développement d'entreprises dans le secteur formel. Les microentreprises qui s'endettent auprès des agences de microcrédit restent dans le secteur informel. Le microcrédit ne permet pas aux collectivités locales de se renforcer et de remplacer des services publics qui se dégradent ou disparaissent suite au retrait de l'État réalisé dans le cadre des politiques néolibérales. En fait, le microcrédit reproduit les mécanismes qui génèrent la pauvreté. Une fois endettées, les personnes, en majorité des femmes, peuvent être plus facilement dépossédées, soumises et obligées de chercher à s'incorporer au marché du travail salarié pour trouver une source de revenus. De la sorte, elles contribuent à renforcer la masse des sans-emplois et à peser vers le bas sur les salaires. Dans maintes situations, les clients des institutions de microcrédit qui sont en difficulté de paiement finissent par avoir recours aux usuriers traditionnels qui posent moins de conditions mais exigent des taux encore plus élevés.

Des exemples concrets liés au microcrédit

Bangladesh : pays emblématique du microcrédit

Au Bangladesh, un des pays où le microcrédit est le plus développé, sur une population de 160 millions d'habitants, en 2015, des microcrédits étaient octroyés à 29 millions de personnes pour un montant moyen de 200 euros (17 000 takas, la monnaie du Bangladesh) [48]. Plus de 80 % des emprunteurs sont des femmes. Abul Kalam Azad, membre du CADTM, travaille pour *Action Aid* à Dacca, au Bangladesh, et témoigne : « *Le microcrédit, dans son fonctionnement « classique », consiste à accorder de petits prêts à plusieurs débiteurs réunis en un seul groupe. Un groupe bénéficiant d'un prêt est composé d'environ 25 à 30 personnes devant s'engager sur 16 principes (qui ont pour but de garantir que les emprunteurs agiront de manière collective et inclusive en tant que groupe de débiteurs). Les membres d'un groupe commencent par constituer un fonds d'épargne commun, avant de s'adresser à une agence de microcrédit sur cette base afin de demander un prêt. Plus récemment, les agences de microcrédit ont commencé à pratiquer des prêts aux individus. Dans le cas d'un prêt individuel, le débiteur doit constituer une garantie auprès de l'agence s'élevant à 30 % du montant contracté.* » [49]

Le taux d'intérêt réel varie entre 35 et 50 % (si on prend en compte les commissions officielles prélevées). En conséquence, vu les difficultés de s'acquitter d'un tel taux, une cliente de la microfinance (nous employons le féminin vu que les femmes sont majoritaires parmi les clients), en moyenne, est endettée auprès de 3 organismes de microcrédit. Prenons un exemple fictif mais tout à fait plausible. Elle commence par emprunter à la *Grameen Bank* (actuellement, la troisième banque de microcrédit en termes de volume au Bangladesh). Si elle n'arrive pas à payer à temps, elle emprunte à BRAC (qui est le principal organisme de microcrédit) pour rembourser *Grameen*. Ensuite, ne pouvant pas rembourser BRAC et *Grameen*, elle se tourne vers ASA (la deuxième banque de microcrédit). Si elle n'arrive pas à rembourser, elle décide de disparaître avec les siens. Si la famille vit dans un village, elle le quitte sans laisser d'adresse et va rejoindre la ville pour se fondre dans la masse avec un sentiment de culpabilité. Dacca, la capitale, compte 14,5 millions d'habitants et d'autres villes bourgeonnent.

La difficulté de faire face au remboursement des microcrédits constitue un facteur très important de stress et d'humiliation pour les personnes endettées. Selon Abul Kalam Azad : « *Les difficultés liées au remboursement du microcrédit ont induit énormément de stress au sein des familles contractant des prêts* ». Comme une grande partie des personnes emprunteuses n'a pas de propriété immobilière, la dépossession ne porte pas sur la terre ou le domicile, elle porte sur la garantie de 30 % que l'emprunteuse a dû déposer auprès de l'agence de microcrédit.

Pour comprendre comment les organismes de microcrédit affichent un taux de remboursement de plus de 98 %, il faut prendre en compte ce facteur très important. Une personne qui souhaite

emprunter doit déposer en garantie 30 % de la somme empruntée. Si elle n'arrive pas à rembourser, l'organisme de microcrédit garde la garantie. C'est ainsi que les agences de microcrédits arrivent à un taux de recouvrement de 98 %. Celui-ci cache en réalité un phénomène de dépossession, celle d'un nombre important de personnes qui, n'arrivant pas à faire face aux obligations de remboursement, perdent la garantie qu'elles ont déposées et quittent leur village pour échapper à l'opprobre.

Une précision supplémentaire : au Bangladesh, les trois principales banques de microcrédit contrôlent 61 % du marché. Quand vous vous déplacez dans la capitale Dacca, vous vous apercevez que la majorité des ATM (guichets automatisés de retrait bancaire) sont ceux de ces trois principales banques.

Colombie : le microcrédit soutenu systématiquement par l'État

Comme indiqué plus haut, le gouvernement colombien et celui des États-Unis, de même que la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement, sont intervenus activement dans le lancement, le soutien et l'extension de la microfinance. Dans ce pays, les microentreprises, qui représentent la majorité des emplois, ont constitué la cible principale des microcrédits. Cinq institutions dominent le secteur en contrôlant 72 % des crédits en 2014. La principale banque de microcrédit, Bancamia, est liée à la deuxième plus grande banque privée espagnole, BBVA. L'État les soutient de manière structurelle. En 1996, Corposol/Finansol, qui contrôlait 40 % du marché des nouveaux crédits aux microentreprises, dut être sauvée avec l'aide des finances publiques car elle avait donné la priorité à la recherche à tout prix d'une extension maximale [50]. Les hauts cadres des banques de microcrédit proviennent de grandes banques privées, notamment des États-Unis comme la *Citibank*. Toutes les évaluations réalisées par le gouvernement colombien font état des succès de ce qu'il appelle l'industrie du microcrédit. La raison est simple : ces évaluations ne prennent en compte que la croissance du secteur de la microfinance sans se préoccuper de ses effets sur l'activité économique, sans se pencher sur la capacité des microentreprises à quitter le secteur informel pour passer au secteur formel. En réalité, la microfinance colombienne a maintenu les microentreprises dans l'informalité et a poussé à leur surendettement, ce qui a augmenté le taux des impayés. À partir des années 2000, le gouvernement a convaincu les grandes banques privées colombiennes d'investir dans la microfinance. Annuellement, 130 millions de dollars ont été investis par elles entre 2002 et 2006, largement avec une garantie publique en cas de défaut de paiement ou de faillite [51]. La quantité de crédits bénéficiant de la garantie de l'État a été multipliée par 5 entre 2001 et 2005. Par la suite, le gouvernement décida d'augmenter encore le nombre de microcrédits octroyés, il fixa comme objectif à atteindre l'attribution de 5 millions de microcrédits entre 2006 et 2010. L'objectif fut dépassé, 6,1 millions de crédits furent octroyés. Pour la période 2010-2014, même dépassement : alors que le gouvernement voulait atteindre 7,7 millions de microcrédits, le total atteignit 10,2 millions de microcrédits. Mais le programme en pleine extension n'avait pas réussi à améliorer la qualité de l'emploi. En 2006, sous la pression des banques de microcrédit, le gouvernement autorisa une augmentation des taux d'intérêt [52]. Les taux autorisés pouvaient se situer entre 22,6 % et 33,9 %.

À partir de 2010, les taux admis furent encore augmentés, ils pouvaient osciller entre 30 et 50 %. De plus, le gouvernement autorisa l'introduction de taux variables avec indexation tous les 3 mois. En Colombie, l'expansion du microcrédit est exponentielle. On est passé d'un volume total de 136 millions de dollars en 2002 à 3 800 millions en 2016, soit une croissance annuelle de 28,1 %. En termes de taille individuelle des crédits, en 2015, 72 % des microcrédits varient entre 1 et 25 fois le salaire minimum légal, tandis que les 28 % restants oscillent entre 25 fois et 120 fois le salaire minimum légal. En 2015, le rendement sur fonds propres (ROE) était phénoménal [53] : *Bancamia* atteignait 11,7 % , la Banque mondiale des Femmes -sic !- (WWB) 9,1 % et la banque Monde féminin (*Mundo Mujer*) 21 %.

Goldman Sachs, une des banques les plus rentables au niveau mondial, obtient des résultats nettement inférieurs !

Alors que la santé apparente des banques colombiennes spécialisées dans le microcrédit est excellente, il n'en va pas de même des personnes et des microentreprises qui font appel à leurs prêts. 32 % des clients sont surendettés et ont dû demander une restructuration de leurs dettes qui passe essentiellement par une extension de la période de remboursement. Avec la conjoncture économique qui s'est dégradée en Colombie en 2016-2017, le nombre des défauts de paiement a fortement augmenté [54].

Afrique du Sud : Il est fréquent que les patrons, sur ordonnance judiciaire, déduisent directement le montant à rembourser du salaire de leurs travailleurs

Le 16 août 2012, dans la région de Marikana en Afrique du sud, la police a ouvert le feu sur des mineurs en grève et en a tué trente-quatre. Cet épisode tragique est souvent considéré comme marquant un tournant dans l'histoire de la démocratie dans ce pays appelé 'nation arc-en-ciel'. Ce qu'il révèle, c'est non seulement le soutien quasi-inconditionnel apporté aux forces du capital par l'ANC (qui avait dirigé la lutte anti apartheid) et la nouvelle classe dirigeante noire, mais également combien est important le niveau d'endettement des mineurs. L'essentiel de leur dette est dû à des 'micro-prêteurs' ; en fait la croissance du microcrédit en Afrique du Sud est tout simplement phénoménale. Des Sud-Africains qui gagnent entre 3 500 et 10 000 rands par mois (un salaire d'ouvrier) consacrent jusqu'à 40 % de leur revenu à rembourser des emprunts. Il est fréquent que les patrons, sur ordonnance judiciaire, déduisent directement le montant à rembourser du salaire de leurs travailleurs. Si les mineurs étaient en grève en 2012 pour obtenir une augmentation de salaire, c'est que ces prélèvements leur laissaient à peine de quoi vivre et qu'ils avaient emprunté à des taux usuraires auprès des prêteurs sauvages qui se sont multipliés près des mines ou dans des localités comme Marikana [55].

Maroc : quand les victimes s'organisent

Depuis le milieu des années 1990, l'État marocain a promu le microcrédit par le biais de financements publics nationaux et internationaux (Fonds Hassan II pour le développement, PNUD, USAid...).

Ce sont aujourd'hui 13 institutions coordonnées dans le cadre de la Fédération nationale des associations de microcrédits, dont quatre représentent 95 % des prêts (dont deux filiales de banques) qui structurent le secteur. Celui-ci a connu, de 2008 à 2011, une crise due aux défaillances de remboursement, qui s'est entre autres concrétisée par la faillite de la fondation *Zakoura*, entraînant une intervention de l'État pour réorganiser et consolider ces structures.

Des années 1990 à la fin 2015 près de 50 milliards de dirhams de prêts ont été distribués. Les prêts vont de 500 dirhams à 50 000 dirhams [50 à 5 000 euros] au maximum à un taux effectif moyen de 35 % mais qui peut aller bien au-delà.

Profitant de la situation d'urgence à laquelle sont confrontés les emprunteurs, de leur niveau d'étude et de leur méconnaissance des procédures, les organismes de microcrédit cachent le taux d'intérêt effectif annuel réel, ne donnant que le taux mensuel.

Les difficultés de remboursement d'emprunts excessifs et l'application de taux usuraires expliquent la naissance d'un mouvement de victimes des microcrédits dans la région de Ouarzazate (Sud-Est du Maroc) en 2011 [56]. Ce mouvement a regroupé environ 4 500 victimes, en grande majorité des femmes. ATTAC CADTM Maroc a soutenu cette lutte et l'a considérée comme une lutte juste contre la cupidité des institutions bancaires et des investisseurs qui les contrôlent, en montrant le caractère illégitime et illégal de ces prêts.

Comme l'écrit ATTAC CADTM Maroc : « À travers sa lutte, ce mouvement a révélé la fausseté de

l'objectif déclaré des institutions de la microfinance jusque dans la loi qui les régit, et les moyens illégaux auxquels elles ont recours dans les cas de dettes impayées. Les emprunteurs ont été soumis à diverses formes de menaces et dépouillés de leurs biens. Les femmes en particulier ont dû faire face à d'énormes pressions : certaines ont quitté leurs familles, d'autres ont émigré, certaines se sont vu forcées à recourir la prostitution » [57]

Les organisateurs du mouvement ont été poursuivis en justice, condamnés à des peines sévères dans un premier temps. Devant la forte mobilisation des victimes et la solidarité internationale qu'elles ont reçue, le tribunal a finalement prononcé l'acquittement [58].

Comme le souligne ATTAC CADTM Maroc : « *la question des microcrédits dépasse la question de l'avidité et de la cupidité des institutions financières internationales et locales mais pose le problème plus général du type de politiques mises en place pour lutter contre la pauvreté et plus largement encore du modèle de développement qui sous-tend ces politiques. D'un côté, on supprime les moyens de subsistance d'une partie de la population, par l'accaparement des terres, l'extension de l'agrobusiness, la fermeture des services publics ou leur privatisation et, d'un autre, on lui prête de l'argent de façon à ce qu'elle soit solvable pour accéder à des services payants : écoles privées, cliniques, etc. tout en lui demandant de créer ses propres activités génératrices de revenus dans un monde en crise et en lui retirant au passage une part importante des bénéfices de l'opération.* » [59]

D'autres mécanismes de dettes privées

D'autres mécanismes d'endettement privé jouent un rôle fondamental dans les pays dits en développement qu'ils soient émergents ou non.

En Chine, plus d'une centaine de millions de personnes sont victimes d'une énorme bulle immobilière en développement depuis plus de 10 ans. Les logements atteignent des prix astronomiques. Des dizaines de millions de paysans sont victimes de la spéculation immobilière qui entraîne un renchérissement des terres agricoles à proximité des agglomérations urbaines. Les banques chinoises se sont lancées dans des crédits hypothécaires de plus en plus massifs et les abus se multiplient de la part des banquiers. Le taux de défaut de paiement augmente. Lorsque les prix de l'immobilier s'effondreront, les familles menacées par des expulsions de logements se compteront par dizaines de millions.

En Inde, on dénombre au cours des 20 dernières années plus de 300 000 suicides de paysans endettés et le nombre de victimes ne faiblit pas [60].

En résumé, en ce début du 21^e siècle, tant au Nord qu'au Sud de la planète, les opprimés sont confrontés à une recrudescence de l'utilisation des dettes privées comme mécanisme d'asservissement, de spoliation et de dépossession. C'est pour cela que le CADTM a décidé d'intégrer dans ses activités la lutte pour l'abolition des dettes privées illégitimes.

Eric Toussaint

Remerciements : L'auteur remercie pour leur relecture et leurs suggestions : Damien Millet et Claude Quémard. Il remercie également Daniel Munevar pour son aide au niveau des recherches.

L'auteur est entièrement responsable des éventuelles erreurs contenues dans ce travail.

P.-S.

* <http://www.cadtm.org/Briser-le-cercle-vicieux-des>

<http://www.cadtm.org/Briser-les-chaines-des-dettes>

<http://www.cadtm.org/Sortir-du-cercle-vicieux-de-la>

Les nombreuses illustrations n'ont pas été reproduites ici.

Notes

[1] Une précision : l'auteur ne dénonce pas l'endettement privé en toutes circonstances. L'article se concentre sur l'endettement privé lorsqu'il est utilisé comme un moyen de spoliation et de dépossession.

[2] À cette époque, l'État n'empruntait pas. De même, l'État dans l'Égypte ancienne, la Grèce et la Rome antiques n'empruntait pas non plus, sauf tout à fait exceptionnellement dans le cas de Rome. En Europe, les États ne commencèrent à emprunter systématiquement qu'à partir des 13-14^e siècles. Ils n'ont pas cessé depuis.

[3] Michael Hudson, *The Lost Tradition of Biblical Debt Cancellations*, 1993, 87 pages ; *The Archaeology of Money*, 2004. Voir aussi : David Graeber, *Debt : The First 5000 Years*, Melvillehouse, New York, 2011, 542 p. *Dettes : 5 000 ans d'histoire*, Les Liens qui Libèrent, Paris, 2013. Voir Éric Toussaint, [La longue tradition des annulations de dettes en Mésopotamie et en Égypte du 3^e au 1^{er} millénaire av. J-C](#)

[4] La Torah (loi religieuse juive) est la compilation des textes qui forment les cinq premiers livres de la Bible : la Genèse, l'Exode, le Lévitique, les Nombres et le Deutéronome.

[5] Voir Isabelle Ponet, [La remise des dettes au pays de Canaan au premier millénaire avant notre ère](#). Dans le Lévitique, on trouve non seulement l'exigence de l'annulation des dettes, mais tout autant la libération des esclaves pour dettes et de toute leur famille, et le rendu de leurs champs et de leur maison. Mais attention, cela ne vaut que pour la communauté d'Israël, pas pour les autres peuples.

[6] Michael Hudson, *The Lost Tradition of Biblical Debt Cancellations*, p. 27.

[7] Voir David Graeber, *op.cit.*

[8] Tacite, *Annales*, 6.16.1, cité par Andreau, [Endettement privé et abolition des dettes dans la Rome antique](#)

[9] Voir Karl Marx, *Le Capital*, Livre 3, chapitre 19, Remarques sur l'usure précapitaliste. Voir également Ernest Mandel, *Traité d'économie marxiste*, tome 1, chapitre 4, le passage intitulé "Le capital usurier".

[10] Le Rabbin Hillel avait décrété que les Juifs devaient ajouter une clause aux contrats entre eux, selon laquelle ils renonçaient à l'application de la Torah et du Talmud, qui instituent une annulation périodique de dettes. Par ailleurs, la religion juive autorisait les prêts à intérêts envers les non juifs.

[11] Silvia Federici, dans son livre, *Caliban et la Sorcière*, p. 57, montre en quoi cette évolution a affecté encore plus gravement les femmes du peuple. Voir Silvia Federici, *Caliban et la Sorcière*, Entremonde, Genève-Paris, 2014, 459 p.

[12] Patrick Boucheron, *Conjurer la peur*, Seuil, Paris, 2013, pp. 213-215.

[13] Voir Silvia Federici, p. 91 et 97. Voir également Patrick Boucheron, p. 189.

[14] Voir Friedrich Engels (1850), *La guerre des paysans en Allemagne*, Éd. Sociales, Paris, 1974. Voir aussi David Graeber, *op. cit.*, pp. 390-395.

[15] Friedrich Engels (1850), *La guerre des paysans en Allemagne*, p. 92.

[16] Martin Luther. 1524. "Du commerce et de l'usure", in *Œuvres*, tome 1, Gallimard (La Pléiade), Paris, 1999, p. 386.

[17] Cité par Silvia Federici, *Caliban et la Sorcière*, p. 152 d'après G. Strauss (éd.), *Manifestations of Discontent on the Eve of the Reformation*, Bloomington, Indiana University Press, 1971, pp. 110-111)

[18] Le pape Nicolas V avait autorisé en janvier 1455 l'asservissement perpétuel des populations considérées comme ennemies du Christ. Cela justifia, entre autres, la mise en esclavage des Africains à cette époque (notamment dans les plantations créées par les Portugais à Madère) et ensuite cela permis aux conquistadors européens d'en faire autant dans le Nouveau Monde. Voici un extrait de la bulle *Romanus Pontifex* : « Nous, considérant la délibération nécessaire pour chacune de ces matières indiquées, et vu qu'antérieurement, il a été concédé audit roi Alphonse du Portugal par d'autres lettres, entre autres choses, la faculté pleine et entière à l'égard de n'importe quels sarrasins et païens et autres ennemis du Christ, en n'importe quel endroit où ils se trouvent, et des royaumes, duchés, principautés, seigneuries, des possessions, biens meubles et immeubles possédés par eux, **de les envahir, les conquérir, les combattre, les vaincre et les soumettre ; et de réduire en servitude perpétuelle les membres de leurs familles**, de s'emparer pour son propre profit et celui de ses successeurs, s'approprier et utiliser pour leur propre usage et celui de ses successeurs, leurs royaumes, duchés, comtés, principautés, seigneuries, possessions et autres biens qui leur appartiendraient... » (c'est nous qui soulignons).

Par ailleurs, comme le commente David Graeber, les conquistadors dont Hernan Cortez s'étaient endettés jusqu'au cou pour financer leurs opérations... Du coup, ils ont exploité et spolié avec un maximum de brutalité les populations conquises afin de rembourser leurs dettes. Voir David Graeber, p. 385 suiv.

[19] K. Marx met en avant comme sources, souvent violentes, de l'accumulation primitive ayant permis au capitalisme de prendre le dessus sur d'autres modes de production : la séparation radicale du producteur d'avec les moyens de production, la suppression des biens communaux, le mouvement d'enclosure dans les campagnes, la dépossession des artisans de leurs outils de travail, la répression sanguinaire contre les expropriés (qui avaient tout perdu à cause de dettes qu'ils n'arrivaient pas à rembourser), la conquête coloniale et la mise en coupe réglée des

continents accaparés par les puissances européennes, le commerce des esclaves, le système de la dette publique (voir Livre 1 du Capital. L'Accumulation primitive. Gallimard, La Pléade p. 1167 à 1240). Silvia Federici y ajoute la chasse aux sorcières, ce vaste mouvement sanglant de répression des femmes de la fin du 15^e au milieu du 17^e siècle. Ernest Mandel dans l'étude « Accumulation primitive et industrialisation du tiers-monde », in Victor Fay (éd.) En partant du « Capital », Paris : Anthropos, pp. 143-168 résume la position de Marx et souligne que « On pourrait même affirmer que Marx a sous-estimé l'importance du pillage du tiers-monde pour l'accumulation du capital industriel en Europe occidentale. » (p. 149). Rosa Luxemburg en 1913, dans L'Accumulation du capital (Paris : Maspero, Vol. II, 1969) revient également sur le processus d'accumulation primitive et son prolongement à l'ère de l'impérialisme de la fin du 19^e siècle. https://www.marxists.org/francais/luxembur/works/1913/rl_accu_k_30.htm Voir également Harvey, David (2010). Le Nouvel impérialisme, Paris, Les Prairies ordinaires ainsi que Jean Batou, Accumulation par dépossession et luttes anticapitalistes : une perspective historique longue - CONTRETEMPS, <https://www.contretemps.eu/accumulation-par-depossession-et-luttes-anticapitalistes-une-perspective-historique-longue/>

[20] Standage, Scott, *Born Losers : A History of Failure in America*, Harvard University Press, 2005

[21] Galenson, David (March 1984). « [The Rise and Fall of Indentured Servitude in the Americas : An Economic Analysis](#) ». *The Journal of Economic History*. 44 (1) : 1-26.

[22] <https://www.sscnet.ucla.edu/southasia/Diaspora/freed.html>

[23] Voir David Graeber, p. 315 (édition en français). Voir aussi [Peasant movements and tribal uprisings in the 18th and 19th centuries : Deccan Uprising \(1875\) - HISTORY AND GENERAL STUDIES](#)

[24] Voir le texte de la loi Dekkhan Agriculturists' Relief Act, 1879 <https://indiankanoon.org/doc/1545750/>

[25] Voir Éric Toussaint, "Au Sud comme au Nord, de la grande transformation des années 1980 à la crise actuelle", publié le 8 septembre 2009, <http://www.cadtm.org/Au-Sud-comme-au-Nord-de-la-grande>
En esp : <http://www.cadtm.org/La-gran-transformacion-desde-los> En Engl : <http://www.cadtm.org/In-the-South-as-well-as-the-North> En PT : <http://www.cadtm.org/A-grande-transformacao-dos-anos.4754>

[26] L'emprisonnement pour dettes est d'ailleurs interdit par l'article 1^{er} du protocole n° 4 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, reconnaissant certains droits et libertés autres que ceux figurant déjà dans la Convention et dans le premier protocole additionnel à la Convention, tel qu'amendé par le protocole n° 11. Cf. : http://www.echr.coe.int/Documents/Convention_FRA.pdf

[27] Voir https://fr.wikipedia.org/wiki/Contrainte_judiciaire
<http://www.farapej.fr/Documents/Fiches/04.pdf>

[28] Bulletin n° : B123 - Question et réponse écrite n° : 0599 - Législature : 50, Date de publication : 04/06/2002.
<https://www.lachambre.be/kvvcr/showpage.cfm?section=qrva&language=fr&cfm=qrvaXml.cfm?l>

[egislat=50&dossierID=50-b160-17-0599-2001200201008.xml](http://www.cadtm.org/egislat=50&dossierID=50-b160-17-0599-2001200201008.xml)

[29] Éric Toussaint, 2007-2017 : Les causes d'une crise financière qui a déjà 10 ans, <http://www.cadtm.org/2007-2017-Les-causes-d-une-crise>

[30] Éric Toussaint, États-Unis : Les abus des banques dans le secteur immobilier et les expulsions illégales de logement, publié le 4 avril 2009, <http://www.cadtm.org/Etats-Unis-Les-abus-des-banques> Voir aussi Éric Toussaint, Les banques et la nouvelle doctrine « Too Big to Jail », publié le 9 mars 2014, <http://www.cadtm.org/Les-banques-et-la-nouvelle>

[31] Voir « Les banques et l'État grecs essaient de prendre nos maisons tous les mercredis au tribunal de paix » <http://www.cadtm.org/Les-banques-et-l-Etat-grecs>

[32] Voir sur le site de la Banque mondiale <http://datatopics.worldbank.org/debt/ids/region/SSA>

[33] *La Repubblica*, 4 août 2008 cité par Maurizio Lazzarato, *La fabrique de l'homme endetté. Essai sur la condition néolibérale*, Éd. Amsterdam, 2011, p. 28.

[34] Luttés & dettes étudiantes au Québec : « Tant qu'on n'aura pas renversé le capitalisme, on ne pourra pas sauver l'éducation » (Entretien avec Éric Martin, réalisé par Maud Bailly)

<http://www.cadtm.org/Luttés-dettes-etudiantes-au-Quebec>

Voir aussi Isabelle Ducas « L'endettement étudiant, un lourd fardeau »

<http://affaires.lapresse.ca/finances-personnelles/train-de-vie/201312/10/01-4719551-lendettement-etudiant-un-lourd-fardeau.php>

Voir le site officiel du gouvernement canadien : « Rembourser votre dette d'étudiant » -

<https://www.canada.ca/fr/agence-consommation-matiere-financiere/services/rembourser-dette-etudiant.htm>

[35] Voir Strike Debt ! The Debt Resisters' Operations Manual <http://strikedebt.org/drom/> et en particulier en ce qui concerne les dettes étudiantes <http://strikedebt.org/drom/chapter-four/>

[36] Maurizio Lazzarato, *La fabrique de l'homme endetté. Essai sur la condition néolibérale*, Éd. Amsterdam, 2011, p. 42.

[37] Maurizio Lazzarato, p. 81.

[38] Maurizio Lazzarato, p. 85.

[39] Voir Éric Toussaint et Damien Millet, *65 questions 65 réponses sur la dette, le FMI et la Banque mondiale*, 2012, Chapitre 3 : La crise de la dette, <http://www.cadtm.org/65-questions-65-reponses-sur-la,8331>

[40] Voir Éric Toussaint, Comment appliquer des politiques antipopulaires d'austérité. L'OCDE fournit un vade-mecum pour les gouvernants, <http://www.cadtm.org/Comment-appliquer-des-politiques>

[41] Daniel Munevar, « Colombia : A critical look », 2017, 21 pages à paraître dans une publication de la CNUCED.

[42] Une fois de plus, ce qui est présenté comme une initiative qui surgit de la société civile et de

l'initiative privée doit son succès à un soutien vital de la part de l'État et des organismes internationaux comme la Banque mondiale qui prolonge l'action des États.

[43] Voir « L'impossible capitalisme vert ». [Un livre indispensable](#) pour construire un projet écosocialiste. Voir aussi Daniel Tanuro, « [L'impossible capitalisme vert ?](#) » [Pourquoi ?](#)

[44] Nicolas Sersiron, « Terres préemptées, néo-colonialisme renforcé », <http://www.cadtm.org/Terres-preemptees-neo-colonialisme>.

[45] Voir « [Le Kenya, leader mondial du paiement mobile](#) ». Voir aussi « [ONU, Transferts d'argent : le téléphone portable au secours des banques](#) », Afrique Renouveau En Ligne ; CNUCED, « [Les services monétaires par téléphonie mobile](#) »

[46] Muhammad Yunus, *Vers un nouveau capitalisme*, J-C Lattès, 2007, 280 pages, p. 31. Ce passage est tiré de l'excellent article de Denise Comanne, « [Muhammad Yunus : prix Nobel de l'ambiguïté ou du cynisme ?](#) »

[47] Esther Duflo, [Microcrédit, miracle ou désastre ?](#)

[48] Source : Monower Mustafa, communication au séminaire international tenu par le CADTM à Dacca les 3 et 4 mars 2017. Voir le compte-rendu : « [La lutte contre la dette et le microcrédit s'organise en Asie du Sud](#) »

[49] « [Microcrédit au Bangladesh : hold-up de la Grameen Bank et consorts sur les villages ruraux](#) »

[50] Voir « [Grandeur et décadence de Corposol : enseignements sur la gestion de la croissance](#) », In English : [Corposol/Finansol : Preliminary Analysis of an Institutional Crisis in Microfinance](#)

[51] Trigo, J., Patricia, L., Devaney, L., & Rhyne, E. (2004). [Supervising & Regulating Microfinance in the Context of Financial Sector Liberalization : Lessons from Bolivia, Colombia and Mexico](#)

[52] Gutiérrez, M. L. (2009). [Microfinanzas dentro del contexto del sistema financiero colombiano](#).

[53] Le *Return On Equity* mesure en pourcentage le rapport entre le résultat net et les capitaux propres investis par les actionnaires. L'équation revient à $ROE = \text{Résultats net} / \text{capitaux propres}$.

[54] *El Nuevo Siglo Bogotá*, « [Cae desembolso de microcrédito](#) »

[55] Source : Samantha Ashman, Financiarisation et luttes des mineurs en Afrique du Sud (Financialisation and Mine Workers' Struggles in South Africa), communication à la journée d'études : « [Finance et mouvements sociaux](#) », Paris, 13 avril 2017.

[56] Lucile Daumas, « [Micro-crédit, macro-arnaque](#) »

[57] ATTAC CADTM Maroc, *Le microcrédit au Maroc : quand les pauvres financent les riches*, à paraître en 2017. Voir également Omar Aziki, « [Maroc : les couches populaires sous le double joug du microcrédit et du despotisme](#) »

[58] Souad Guennoun, « [Acquittement pour les deux inculpé.e.s du procès microcrédit à Ouarzazate](#) »

[59] ATTAC CADTM Maroc, *Le microcrédit au Maroc : quand les pauvres financent les riches*, à paraître en 2017.

[60] Pour un cas précis, voir Al Jazeera, « [India's sugarcane farmers : A cycle of debt and suicide](#) »